

## Rapport introductif présenté par Jacques Maréchal

### Assemblée de section des communistes du pays messin 16 mars 2013.

Chers camarades,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour notre première assemblée de section d'après congrès. Nous vous proposons d'organiser un débat en deux temps : le congrès et la situation politique et la préparation des prochaines élections en 2014.

Ma première partie au portera donc sur le congrès, la situation politique et la bataille contre l'austérité et la question des municipales. Nous pourrions décider d'une discussion en deux temps en regroupant les deux premiers points et avoir un échange spécifique sur la préparation des échéances électorales de 2014.

**Le congrès.** Sylvie, Sébastien et Moi-même y ont participé. Congrès qui a été marqué par la présence de plus de 100 délégations étrangères, plusieurs moments forts de solidarité et d'émotion avec les Kurdes, les Palestiniens, les Brésiliens et les Maliens et tous les peuples qui cherchent une alternative. Le congrès a élu une nouvelle direction sur une liste de rassemblement. Les travaux du congrès se sont déroulés dans un climat serein et ont montré une volonté forte des communistes de travailler efficacement à la construction d'une alternative à gauche. De nombreuses délégations de partis et d'organisations. Cela montre la place qu'occupe le PCF dans la vie politique. Je veux aussi vous informer que les amendements proposés par notre section ont été pour l'essentiel retenus par le congrès.

L'expression et l'affirmation d'un communisme de nouvelle génération me semble être significatif de notre renouvellement stratégique et de notre nouvelle ambition. De très nombreux délégués participaient à leur premier congrès. Un congrès n'est pas seulement un temps d'échanges théoriques mais il a été en prise directe avec ceux et celles qui cherchent à s'affranchir des logiques du capital. Ainsi, une délégation de salariés en luttés a ouvert nos travaux, avec la présence de nos camarades de Florange et de Gandrange. Des ateliers en ruche ont permis de discuter en groupe restreint. La question de la poursuite et de l'élargissement du front de gauche ont été au cœur de nos travaux. Un large accord existe pour travailler l'élargissement populaire du front de gauche. Pour animer cette bataille et faire vivre le débat d'idées, travailler sans relâche à une démarche rassembleuse, plus que jamais il est nécessaire de donner un nouvel élan au PCF.

La question du parti, de son renforcement et de son ancrage populaire ont également été débattus. Nous voulons améliorer l'outil pour bousculer le rapport de forces jusqu'à rendre majoritaire les options de transformations sociales et rassembler toute la gauche sur des propositions alternatives à la hauteur des problèmes que rencontrent notre peuple. La question centrale de nos travaux et question qui doit être au cœur de nos préoccupations comment être utile à notre peuple ? Comment imposer les changements nécessaires ? Comment et avec qui construire un rassemblement majoritaire ? Donner à l'ensemble des adhérents les moyens de libérer leurs capacités d'initiatives tout en renforçant notre projet commun.

Cette exigence est d'autant plus forte que la situation politique est complexe. J'y reviendrai. S'agissant de la direction de section que vous avez élue, elle s'est mise au travail sur un rythme qui permet à chacune et à chacun de trouver sa place et de trouver sa place dans le collectif. La direction est riche de la diversité de ses membres. Une coordination de section a été mise en place, elle se réunit tous les quinze jours pour organiser l'activité et répartir mieux le travail de direction.

La mise en mouvement de l'ensemble de nos adhérents et au-delà tous nos sympathisants est indispensable si nous voulons donner une efficacité à notre campagne pour une alternative à l'austérité. Le gouvernement poursuit son triptyque : austérité, compétitivité et flexibilité.

La gravité de la crise, sa perception renforce les mécanismes de repli sur soi et fait reculer les valeurs de solidarités. Être utile c'est de chercher à construire des initiatives concrètes contre les politiques d'austérité. Il y a vrai besoin de débattre de faire connaître nos propositions alternatives. L'orientation sociale libérale du gouvernement s'accélère tant les réformes en cours et annoncées nourrit à la fois colère et résignation.

Vous le savez, le front de gauche a lancé à Metz, une campagne nationale pour une alternative à l'austérité, nous devons travailler à des initiatives concrètes, c'est une campagne durable qui sera marquée par des temps forts, il nous appartient de nous donner des objectifs et une méthode de travail en liaison avec nos partenaires.

Notre pays s'enfonce dans la crise, baisse des dépenses publiques, augmentation de la tva pour financer les exigences du patronat, diminuer les salaires et le pouvoir d'achat pour augmenter la rémunération du capital.

Les prochaines semaines seront marquées par le débat parlementaire autour de l'Ani. Le contenu de l'accord que le gouvernement souhaite transposer en loi permettrait à des entreprises en se déclarant en difficultés de proposer baisse de salaires ou allongement des horaires de travail, ils pourraient également plus facilement imposer un changement de poste ou une mutation. Ce serait une aggravation considérable de la flexibilité et de la précarité alors que celle-ci a explosé ces dernières années : en 2010 sur 19 millions d'embauches seules 3 l'ont été en cdi. Il faut également faire le lien avec le pacte budgétaire européen imposé à l'automne. Nous devons contribuer à mettre en échec ce projet en portant notamment des propositions visant à faire reculer la précarité et à sécuriser l'emploi. Et pour commencer le vote immédiat d'une loi pour interdire les licenciements boursiers présentée par nos parlementaires hier à l'Assemblée Nationale. Le gouvernement adhère aux principes énoncés par le patronat : la solution de la crise serait dans la poursuite des politiques précédentes. Chacun le sait ici, ces dispositions vont dans le même sens que ce que nous subissons depuis des années : imposer des reculs sociaux au nom de la crise. Cela ne marche pas et notre pays comme d'autres en Europe s'enfoncent dans la récession. Selon la CGT, les entreprises reçoivent par an près de 172 milliards d'aide publiques. Les dividendes du CAC 40 ont augmenté de plus de 5% l'année dernière. Ce qui pose problème en premier lieu c'est bien la question du partage des richesses et de mettre l'humain au centre des décisions politiques et non le capital et ces exigences.

La politique du gouvernement n'est pas sans effet sur l'état d'esprit de la population : chute de popularité du Président dans les sondages mais aussi plus grave les idées de renoncement et de fatalités gagnent du terrain. Certains considèrent qu'il n'y aurait plus rien à faire avec la social-démocratie. A cela notre congrès a réaffirmé notre ambition par l'action, la bataille par une démarche ouverte et rassembleuse de bousculer le rapport de forces à gauche, de faire en sorte que nos propositions contenues notamment dans **l'Humain d'abord** devienne majoritaire. N'oublions pas trop vite ce que nous avons réussi à construire dans en 2012

Nous vous proposons dans le cadre du printemps attendu, de faire une semaine de temps forts I du front de gauche avec collage d'affiches + distribution de tracts notamment devant les entreprises. Campagne que nous pourrions prolonger par un autre temps fort le 13 avril prochain avec nos partenaires, temps plus tourner vers les quartiers notamment. Il nous faut réfléchir également à la tenue d'assemblée citoyenne pour mettre en mouvement ces militants du front de gauche que nous avons rencontrée l'année dernière. Ces personnes ont une petite pratique avec nous, il faut les rencontrer dans les conditions que nous devons définir ensemble pour les mobiliser dans les initiatives pour une alternative à l'austérité. Ne devons nous pas commencer à recontacter ces personnes par quartier et par ville ou canton ?

Nous devons prendre le temps du débat pour voir sur quoi il nous faut intervenir prioritairement, les questions ne manquent pas tant au plan local qu'au plan plus général et les deux étant très liés. Donner à voir nos positions, nos analyses et nos propositions alternatives. Nous avons besoin de mieux faire connaître ce que nous disons (cf. le centre des congrès ou la question des hôpitaux et de l'accès aux soins dans l'agglomération.) Sur bien des questions nous avons des outils des arguments pour aller à la rencontre de la population.

La force de notre parti, sa richesse c'est l'ensemble des adhérents, dans leur diversité. Son renouvellement enregistré l'année dernière notamment est un point d'appui, il doit aussi nous encourager à poser avec plus d'audace autour de nous la question de l'adhésion au PCF.

Beaucoup de forces, beaucoup de commentateurs et d'experts nous incitent jour après jour, à baisser la tête, à courber l'échine à se résigner. Malgré cela, les mobilisations sociales et citoyennes contre les politiques d'austérité contre les suppressions d'emplois montrent la résignation généralisée n'est pas à l'ordre du jour. Nous avons besoin de faire connaître de valoriser les avancées obtenues. Cf. loi sur l'amnistie des syndicalistes.

S'agissant des propositions d'initiatives, nous vous proposons également de retenir l'idée d'une manifestation commémorant la mort de Jean Burger résistant communiste mosellan mort en déportation le 3 avril 1945 par une cérémonie de dépôt de gerbe devant la plaque de la préfecture. Les pouvoirs publics ne font rien pour conserver la mémoire de la Résistance en Moselle. A quelques jours de la journée de la déportation, cette initiative nous semble importante.

Nous vous proposons également d'organiser un débat en partenariat avec la librairie Geronimo avec un sociologue qui vient de publier un ouvrage sur la lutte des classes dans les deux prochains mois.

### **Les élections municipales**

La préparation des élections municipales constituent le second point de discussion, nous devons en lien avec nos choix de congrès ouvrir la discussion / elles sont des élections structurantes dans le paysage national. C'est pour nous une bataille de première importance. La droite souhaite en faire le début de la reconquête. L'extrême droite affiche son ambition et semble être en capacité d'être présente dans plus de communes. Elle a décidé d'en faire la bataille centrale. De surcroît ces forces de droite et d'extrême droite peuvent être tentées par des alliances, en s'appuyant sur les dérives idéologiques nourries par Sarkozy hier et Copé aujourd'hui.

La question n'est pas seulement celle du dessin des influences nationales. Une bataille majeure va s'engager en 2014 et se poursuivre en 2015 pour engager les collectivités locales dans la voie de l'austérité, du recul des services publics, et une reconfiguration des institutions territoriales et des politiques publiques de proximité. La commune, ses compétences sont dans le collimateur.

Bien avant d'être un débat d'alliances, auquel on a tendance à réduire le débat, il s'agit d'un combat pour le maintien et le développement d'une conception de la république assise sur la démocratie locale, son renouvellement. L'enjeu municipal sera donc non seulement celui de la victoire d'un maximum de municipalités de gauche contre la droite et l'extrême droite mais de maintenir et de gagner des élus et des positions aptes à mener dans la durée la bataille contre les logiques d'austérité. Cela nécessitera une ambition de rassemblement qui aille au-delà du front de gauche.

Une ambition de rassemblement donc sur un contenu, des positions anti austérités en lieu avec un programme et des propositions pour répondre aux besoins de la population, des programmes pour des communes comme lieu de partages de solidarité et de bien vivre ensemble.

Un conseil national les 24 et 25 mai sera consacré à cette questions. Nous devons aborder cette question avec un esprit offensif et nous garantir un plan de travail qui garantisse en premier lieu la pleine souveraineté des adhérents. Nous disposons d'une direction qui doit garantir en premier lieu cette exigence mais aussi d'aider à l'expression et aux débats d'abord entre communistes puis en lien avec nos partenaires du front de gauche, si accord politique, avec ceux qui se reconnaissent dans le front de gauche. Chacun peut s'exprimer à titre individuel mais l'expression collective des communistes est de la responsabilité de la direction de section.

Une réforme du mode de scrutin va introduire la proportionnel dans des communes nouvelles. Cela mérite notre attention. Le travail a commencé à Montigny, nous avons des possibilités à Woippy. Cela en mesurant bien sur la place importance de la ville de Metz. Je vous propose de rédiger un court texte qui résumera notre discussion qui pourrait être un texte pour lancer la dynamique et rappeler nos ambitions et votre projet politique. Nous aurons à choisir des choix de démarche de posture de tête de listes et de candidatures, nous les ferons dans le respect de nos statuts. Nous aurons également là où nous avons des élus de faire leur avis leurs expériences mais surtout de donner la parole aux communistes. C'est la première fois que des communistes participent à une majorité à Metz. Cette première expérience est riche, elle doit aussi nous aider à renforcer nos positions, à nous améliorer et à ne pas renouveler les mêmes erreurs.

Le débat est ouvert.